

# Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Enrico Letta, président du Conseil des ministres de la République d'Italie, sur les relations franco-italiennes, la construction européenne et sur le nucléaire iranien, à Rome le 20 novembre 2013.

M. Enrico LETTA D'abord, je me suis réjoui avec François du résultat de l'équipe de France hier soir. Cela a été très important parce qu'un championnat du monde sans France-Italie, n'aurait pas été possible, donc je suis très content du fait que vous y êtes aussi et naturellement, j'espère que l'on se reverra en finale. Et que l'on sera ensemble une autre fois encore.

Nous sommes ici au 31ème Sommet Franco-Italien et je crois que jamais, comme dans ce sommet, la coopération entre nos deux pays a atteint des niveaux d'intensité si marqués en termes de nombre de ministres présents et deuxièmement, en termes d'intensité des échanges et de positivité des conclusions.

Egalement parce qu'ensemble, nous avons décidé de prendre une série d'initiatives importantes au niveau européen. Ces initiatives seront très significatives parce que nous pensons que l'Europe doit à l'avenir, entrer dans une législature qui commencera au mois de mai, avec les élections du mois de mai et qui sera introduite par le semestre de présidence italienne. Des législatures basées sur le mot « croissance ». Et donc ensemble, la France et l'Italie, veulent travailler pour que la prochaine législature européenne 2014-2019 soit la législature de la croissance.

Nous voulons laisser derrière nous la législature de l'austérité seule, la législature de la crise que nous avons vécue au cours de ces années et nous travaillerons ensemble pour que ce soit une législature de la croissance.

Ceci partira du Conseil européen de décembre prochain, où nous voulons travailler afin que soit appliqué de manière définitive tout ce que nous avons décidé en matière d'Union bancaire et donc, nous voulons absolument que le Conseil européen de décembre aboutisse à l'application des accords qui ont été conclus les mois derniers, mais qui voient quelques excès de timidité en Europe.

Pour ce qui nous concerne, il est absolument nécessaire que le Conseil du mois de décembre applique définitivement et permette le lancement de cette Union bancaire.

Et puis, nous allons travailler ensemble dans les mois qui viennent pour que la prochaine législature soit la législature de la croissance. Ceci veut dire, toute une série de choses. Tout d'abord, une entente franco-italienne très forte, très intense, sur le thème de la zone euro.

La gouvernance de la zone euro, premier point : Le budget de la zone euro, la capacité financière de la zone euro représentent pour nous un grand objectif.

Etre en mesure donc, de faire en sorte qu'à côté de la monnaie, il y ait également les politiques de croissance, qui permettent de faire en sorte que la monnaie unique puisse développer tous ces aspects positifs, et non seulement, malheureusement, comme nous l'avons vu ces dernières années, les aspects qui sont vus par nos entreprises et nos citoyens comme étant négatifs.

C'est pourquoi, ce grand thème de la législature de la croissance, pour ce qui nous concerne, sera

le mantra de la prochaine période. Ce sera le titre du semestre de présidence italienne et nous avons décidé de travailler de façon à ce que le semestre de présidence soit italien mais également franco-italien dans la mesure du possible, parce que le degré d'entente sur tous les thèmes, la question par exemple, de mettre au centre, les politiques migratoires en particulier, celles de la Méditerranée, dans le Conseil européen d'octobre.

Nous avons déjà établi un certain nombre de points en commun, en décembre. Nous avons l'intention d'insister sur ceci et de même pour d'autres thèmes qui concernent la politique internationale.

Il a été très intéressant d'entendre le point de vue du Président HOLLANDE, de retour d'un voyage couronné de succès à Jérusalem. Et nous sommes d'accord sur la plupart des scénarios de crise mondiale.

Nous avons parlé de la Libye. Le grand souci pour une situation institutionnelle et étatique plus que faible en Libye et l'exigence de travailler un renforcement institutionnel. L'Italie et la France sont sur la même longueur d'onde. Il en est de même pour la Syrie, l'exigence d'appliquer la résolution des Nations-Unies sur la mise au banc des armes chimiques et naturellement sur tous les autres scénarios importants, dont on parle en particulier, les ministres FABIUS et BONINO. Je crois que notre sommet bilatéral était très important pour le renforcement du travail commun, dans divers secteurs. Les ministres sont impliqués, les ministres sont nombreux, ce qui témoigne d'un bon travail que nous avons fait en commun et sur le fait que nous voulons absolument achever ce travail.

Je pense au thème des transports et des infrastructures, thème sur lequel nos deux pays collaborent de manière très intense.

Il y a bien sûr le thème de la poursuite du parcours de la liaison Turin-Lyon, mais nous avons également parlé d'une autre infrastructure importante que nous voulons faire avancer, l'infrastructure Turin-Cuneo-Vintimille-Nice. Car nous pensons qu'il est fondamental qu'il y ait une capacité de liaison encore plus forte.

Je termine rapidement pour donner la parole au Président HOLLANDE, en disant que je crois que ce sommet salue un renforcement vraiment extraordinaire de l'entente entre nos deux pays.

Le fait qu'aujourd'hui nous ayons organisé une réunion de 22 ministres, nous avons pratiquement co-présidé un Conseil des ministres conjoint et je crois que ceci a été le signe et la démonstration que la France et l'Italie ont une vision commune d'une Europe plus forte, plus unie, plus liée à la croissance.

J'insiste donc sur ce point et j'ajoute que je voudrais remercier en particulier François HOLLANDE et le Gouvernement français, pour l'initiative en matière d'emploi de lutte contre le chômage des jeunes. Le Gouvernement français et Michel SAPIN en particulier, ont accueilli à Paris le dernier sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement avec les ministres de l'emploi, ce que a permis la prise d'une décision que nous avons saluée avec satisfaction de poursuivre cet exercice extraordinaire de la lutte de l'Europe contre le cauchemar de nous tous qui est les chômage des jeunes et ce, grâce à une réunion qui sera organisée lors du prochain semestre en Italie à Rome avec le même format qui représente sûrement une avancée très importante. Nous pensons que la lutte contre le chômage des jeunes est également une manière pour permettre à l'Europe de montrer qu'elle parle aux citoyens européens des problèmes les plus graves que vivent ces mêmes citoyens européens.

Le drame du chômage croissant des jeunes, c'est un thème qui est considéré comme principal. Le fait que l'Europe ait décidé de s'en occuper, de s'occuper de ce thème avec des résultats concrets. Les premiers résultats concrets, nous voulons qu'il y en ait encore plus et nous mettrons tout en œuvre pour ce faire.

Un grand merci pour le soutien important de la France, et je remercie tout particulièrement François HOLLANDE et Jean-Marc AYRAULT pour le soutien que la France a bien voulu donner à l'Expo 2015 qui représente, pour l'Italie, un objectif important, un objectif de développement sur lequel nous sommes tous engagés.

Je m'arrête là. Je remercie une fois encore de tout cur le Président français et je lui donne la

parole.

LE PRESIDENT Mesdames, Messieurs,

Je voudrais d'abord remercier Enrico LETTA pour l'accueil qui m'a réservé cet après-midi, ainsi qu'au Premier ministre Jean-Marc AYRAULT et aux membres du gouvernement français. Je voulais lui exprimer ma solidarité, et celle du peuple français, à la suite des drames qui sont intervenus je pense aux inondations en Sardaigne et j'adresse toutes mes condoléances aux victimes.

Nos relations bilatérales ce sommet en est l'illustration sont excellentes. Le dire presque me paraît superflu. On a, de la relation et de l'amitié entre la France et l'Italie, souvent une image convenue. C'est vrai que nous avons un accord total sur le plan politique, que sur le plan européen nous nous retrouvons sur des positions qui sont également communes.

Mais je voudrais insister sur le contenu même de ce que nous faisons déjà depuis plusieurs mois, plusieurs années ensemble. Les accords qui viennent d'être signés en sont l'illustration. Il y a, dans des domaines comme la recherche, comme l'espace, comme la défense, des rapprochements qui sont tout à fait majeurs entre la France et l'Italie. Sur le plan économique, je dois rappeler que la France et l'Italie sont de grandes économies de la zone euro avec l'Allemagne et l'Espagne. L'Italie, c'est le deuxième partenaire commercial de la France et la France, c'est le deuxième partenaire commercial de l'Italie.

Voilà comment nous pouvons qualifier notre amitié au-delà de celle qui réunit les personnes c'est le cas entre Enrico LETTA et moi-même c'est deux peuples qui s'engagent et on le voit aussi dans de grandes infrastructures.

Depuis des années, la question du Lyon-Turin est posée régulièrement. Nous sommes, j'allais dire au bout du tunnel Non, au début du tunnel ! Mais enfin, que de travail a-t-il fallu pour en arriver là ! Il y a deux actes, très importants, qui ont été posés.

Le premier, c'est la ratification par les Parlements respectifs du traité de 2012. L'Assemblée nationale vient d'en décider en France. Le second acte important, c'est le vote par le Parlement européen de ce que l'on appelle le cadre financier pluriannuel, c'est-à-dire des fonds qui vont être dégagés et dont une part sera affectée, justement, à cet équipement du Lyon-Turin. En 2014, l'appel d'offres qui a été lancé sera souscrit et nous pouvons penser que les travaux pourront être engagés à la fin de de 2014 ou au début de 2015.

Voilà une illustration. Mais je veux aussi vous dire ce qui nous mobilise aujourd'hui. Nous sommes à la veille du Conseil européen du mois de décembre et des élections, au Parlement européen, du mois de mai. Nous avons la même intention la France et l'Italie de faire de la croissance, de l'emploi, de la stabilité, le cur de nos décisions pour le sommet du mois de décembre et pour le travail du futur Parlement européen. D'autant plus que l'Italie aura la présidence de l'Union européenne au second semestre.

Nous avons, sur la question de l'Union économique et monétaire et notamment de la zone euro, trois objectifs.

Le premier, c'est de poursuivre et d'achever l'Union bancaire. Je ne veux pas rentrer dans les détails, dans les procédures, dans les mécanismes qui, d'ailleurs, sont souvent incompréhensibles je ne veux pas dire pour les gouvernants, je leur fais ce crédit - mais sont néanmoins des mécanismes essentiels. Nous finissons par oublier que la crise qui a frappé l'Europe et la zone euro était d'abord une crise financière et que la réponse devait être aussi sur la régulation de la finance.

L'Union bancaire, ce n'est rien d'autre que la capacité qui sera donnée à la zone euro et à l'Union européenne d'éviter, de prévenir, d'empêcher et même de régler toute difficulté qui pourrait se poser sur la question des banques et du crédit. Si nous réglons l'Union bancaire, nous en terminerions non seulement avec la crise qui vient de se produire, mais nous donnons des armes à la zone euro pour empêcher sa reproduction. C'est un acte majeur et nous devons aller jusqu'au bout. La position que nous prenons, la France et l'Italie, c'est d'aller jusqu'au bout de l'Union bancaire, bien sûr, avec nos partenaires.

Le deuxième engagement, le deuxième objectif que nous nous assignons, c'est de donner une capacité financière à la zone euro. La France a affirmé. c'était au mois de mai, lors d'une

conférence de presse, que nous voulions avoir des avancées dans la zone euro £ que nous pensons que l'Europe ne peut pas marcher d'un seul pas : il y en a qui vont aller plus vite que d'autres et notamment ceux qui sont dans la zone euro. Les pays qui ont fait le choix d'une monnaie unique, dès lors, ces pays-là pourraient convenir d'une capacité financière.

C'est la proposition de que Enrico a rappelée. C'est-à-dire de pouvoir emprunter pour financer un certain nombre d'investissements. Ce qui aurait l'avantage de faire diminuer des taux d'intérêt que des pays sont obligés de souscrire pour emprunter. Si nous étions d'ailleurs dans une zone monétaire sans perturbation, ce qui était le cas avant la crise financière, ce serait le même taux d'intérêt qui serait proposé à un pays comme la France, à un pays comme l'Allemagne ou à un pays comme l'Italie. Le même taux d'intérêt ! C'est ce qui existait avant.

Nous devons donc retrouver la stabilité nécessaire et aussi une capacité financière, qui pourra effectivement laisser penser que, demain ou après-demain, nous pourrions avoir une capacité budgétaire dans la zone euro.

Le troisième objectif, c'est d'avoir une gouvernance de la zone euro, c'est-à-dire un président de l'eurogroupe qui puisse être nommé pour une certaine durée, et avoir cette fonction-là en exercice à plein temps.

Nous avons également comme volonté de faire que la prochain législature ce sont les mots d'Enrico LETTA puisse être une législature de croissance en Europe. Si je puis dire, la précédente et les responsables n'y sont pas pour grand-chose c'était une législature de crise ou de sortie de crise. La prochaine législature doit être une législature de croissance. Ce qui suppose la stabilité financière l'Union bancaire la coordination des politiques économiques et la volonté de mettre l'emploi au cur de nos décisions. Et d'avoir un soutien de l'activité, notamment dans le domaine des nouvelles technologies, de l'énergie ou même de l'industrie de défense.

Sur l'emploi, nous avons deux objectifs : le premier, c'est de traduire les décisions que nous avons prises notamment sur l'emploi des jeunes le plus rapidement possible. C'était le sens du sommet de l'Elysée réuni à Paris, il y a quelques jours. Il a lancé la « garantie jeune », a préparé la mobilisation des crédits européens, a demandé aux Etats de présenter les dispositifs nationaux. Dès le début de l'année 2014, les financements devront être libérés. Le sommet qui se tiendra, au printemps prochain à Rome, veillera à évaluer la bonne exécution de ces crédits et à donner une ampleur nouvelle aux politiques que nous proposons pour les jeunes.

Le deuxième objectif en matière d'emploi, c'est d'éviter qu'il y ait un dumping social. Nous ne pouvons pas accepter les distorsions. Nous ne pouvons pas admettre que des directives soient détournées de leur objectif et de leur sens. Je pense notamment à la directive « détachement » qui aboutit à ce que des employeurs utilisent une main d'uvre sans la rémunérer, comme il est prévu pourtant par les traités, c'est-à-dire selon les règles du pays qui accueille. Nous avons donc l'obligation, à la fois, de permettre une bonne application de cette directive, voire même d'en faire les corrections nécessaires le plus rapidement possible £ et deuxièmement de faire dans chacun de nos pays un contrôle beaucoup plus vigilant et beaucoup plus dissuasif.

Je veux terminer mon propos pour dire que l'engagement européen notamment par rapport à l'élection qui va avoir lieu au mois de mai est majeur. Ce qui est en cause, c'est maintenant l'avenir même de l'idée européenne. Ce qui va être proposé aux électeurs, ce n'est pas de savoir si nous devons faire un peu plus ou peu moins d'Europe £ c'est de savoir si nous voulons de l'Europe ou si nous n'en voulons plus. Nous, nous avons décidé et je parle ici à Rome, là où a été signé le traité qui a créé le marché commun de faire l'Europe. Ce qui suppose de l'orienter dans la bonne direction et de faire des avancées. L'Europe quand elle s'arrête, elle tombe. Elle doit donc avancer. C'est la responsabilité de deux pays fondateurs de l'Europe l'Italie et la France que de le rappeler aujourd'hui.

Nous avons juste évoqué, sur le plan de la politique étrangère, un enjeu qui nous est commun, la Méditerranée. Aujourd'hui, la préoccupation que nous avons, notamment du côté de la Lybie, c'est de remettre, là aussi, de la stabilité et de l'ordre. Le risque étant que le chaos puisse avoir des conséquences extrêmement graves. Enrico a parlé de la Syrie, de l'Iran. Je me suis déjà exprimé sur ces sujets. Nous partageons les mêmes objectifs.

Voilà pourquoi j'ai été très heureux de participer à ce sommet en attendant le prochain. Merci.

QUESTION - Ma question s'adresse au Président français. Le Premier ministre, Jean-Marc AYRAULT, ici présent, a annoncé une remise à plat de la fiscalité française. Il a rendez-vous avec les partenaires sociaux dans les prochains jours. Prenez-vous l'engagement, Monsieur le Président de la République, que cette réforme ira à son terme, qu'il y aura une loi sur une réforme profonde de la fiscalité en France l'année prochaine ou sous votre quinquennat. Et dans le cadre de cette réforme, considérez-vous que la fusion impôts sur le revenu-CSG est de nature à introduire davantage de justice fiscale quand certains redoutent que le résultat revienne à faire peser davantage de fiscalité sur les classes moyennes ? Merci.

LE PRESIDENT - La réforme fiscale est un engagement que j'ai pris durant la campagne présidentielle. Elle a été pour partie engagée. Mais elle doit être poursuivie tout au long du quinquennat. Ce qu'a proposé le Premier ministre, c'est d'abord de rencontrer les partenaires sociaux. Cela, c'est la méthode. Ensuite, d'avoir une réforme de notre système d'imposition qui ait trois objectifs : Un objectif de simplification. Un objectif de clarification. Et un objectif de justice.

La réforme fiscale, c'est aussi une réforme structurelle, une réforme de compétitivité. C'est d'ailleurs pourquoi il avait été proposé à l'ensemble des partenaires sociaux une évolution du financement de la protection sociale comme au moment de la réforme des retraites, il avait été évoqué des Assises de la fiscalité pour les entreprises.

Il y a donc un engagement qui se traduit et qui prendra le temps qui est nécessaire, c'est-à-dire le temps du quinquennat mais qu'il est très important de préparer aujourd'hui.

QUESTION - Air France a déjà affirmé ne pas vouloir participer à l'augmentation du capital. Est-ce que vous considérez que c'est un chapitre clos ou est-ce qu'il y a encore un rôle à jouer à ce niveau. Une question pour M. LETTA par rapport au problème qu'il y a eu cet après-midi concernant notamment la ligne Turin-Lyon à grande vitesse. Quelle est va être la réponse de l'État par rapport à ces incidents qui ont eu lieu aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - Sur les discussions qui peuvent exister entre Alitalia et Air France, il ne m'appartient pas d'en parler ici. Pourquoi ? Parce que je ne suis pas le président d'Air France. Parce qu'il y a des discussions qui doivent se poursuivre jusqu'au bout et qui doivent être dans l'intérêt des deux entreprises concernées. Aujourd'hui, je n'ai donc pas à donner de préférence. J'ai simplement à souhaiter que les discussions se poursuivent pour arriver au meilleur résultat pour les deux compagnies.

M. Enrico LETTA - Bien sûr, je suis profondément triste pour les incidents qui ont eu lieu aujourd'hui, à Rome. Mon souhait est que ce problème ne crée pas de dégâts irréparables. En ce qui concerne la grande infrastructure, comme on le disait tout à l'heure, c'est une grande infrastructure qui fonctionne et qui fonctionne selon les délais qui ont été indiqués tout à l'heure parce que cela représente un axe stratégique européen et avec d'autres axes stratégiques européens, il est absolument fondamental que notre pays en Europe soit à l'intérieur de ces axes stratégiques.

QUESTION - Monsieur le Président HOLLANDE, on vous voit beaucoup ces derniers temps sur la scène internationale alors que votre Premier ministre s'expose davantage en France, monte en première ligne. Est-ce que votre discrétion s'explique par votre impopularité et quand comptez-vous retourner au contact des Français que ce soit sur le terrain ou par une expression plus directe.

LE PRESIDENT - C'est vrai que je suis dans cette période dans un certain nombre de pays amis, et c'est ma responsabilité d'y être. Aujourd'hui, je suis en Italie mais vous avez remarqué que je suis avec le Premier ministre français.

Je vais vous donner ma conception des choses. Quand je suis à l'international, je sers la France et je pense à la France. Quand je suis en France, je pense aussi aux questions internationales qui relèvent de la responsabilité que j'exerce.

Pour aller jusqu'au bout, je ne fais pas de différence entre la politique extérieure et la politique intérieure parce que ce que je décide en France avec le gouvernement, donc le Premier ministre,

a des conséquences sur le plan européen, sur le plan international.

Lorsque je m'engage à l'extérieur, et c'est arrivé ces derniers dix-huit mois, cela a des conséquences pour la France.

Je m'adresse même aux Français quand je suis à l'étranger parce qu'il se trouve toujours un journaliste pour me poser la question. Merci.

QUESTION - Je voudrais demander au Président HOLLANDE. Aujourd'hui, il y a eu des déclarations à propos de l'Iran de l'Ayatollah KHAMENEI qui a dit que la France s'est pliée au vouloir d'Israël. Pensez-vous que ces déclarations sont une démonstration du fait que les Etats-Unis, le Président OBAMA ont été trop loin dans les concessions à l'Iran ? Etes-vous confiant sur le fait que la Conférence de Genève puisse avoir un bon résultat ? Je voudrais demander à M. LETTA la même question. En vertu des contrastes qui apparaissent entre les anciens alliés, Etats-Unis, Israël et à propos de l'Europe, ce nouvel axe Italie-France brise-t-il un petit peu l'axe France-Allemagne ?

LE PRESIDENT- On peut avoir de bons rapports avec l'Italie et garder aussi de bonnes relations avec l'Allemagne.

La France et l'Allemagne ont des responsabilités particulières, chacun les connaît. Ils ont une histoire. Nous avons fêté tout au long de l'année le cinquantième anniversaire du traité d'amitié entre la France et l'Allemagne. L'année prochaine, il y aura des commémorations qui auront valeur de symbole : le Centenaire de la Grande guerre, le 70ème anniversaire de la Libération de la France. A chaque fois, je veille à ce que l'Allemagne soit pleinement associée à ces commémorations.

L'Europe a besoin de confiance et d'amitié. Ce n'est pas en séparant les pays, c'est en les unissant que l'on fait l'Europe.

Il n'y a pas, si je puis dire, de renversement d'alliances. Cela relève de l'histoire.

Sur la question de l'Iran, la France, son ministre des Affaires étrangères est ici, nous avons fait en sorte d'avoir une déclaration qui rassemble ce qu'on appelle les « 5 + 1 », donc les Etats-Unis. C'est sur la base de cette déclaration, que nous avons réouvert la discussion avec l'Iran. Mais il est vrai que les propos de Monsieur KHAMENEI ne peuvent pas aller dans le sens de l'apaisement et de la compréhension. Donc, l'Iran doit apporter des réponses et ne pas apporter un certain nombre de provocations.

M. Enrico LETTA - Je voudrais dire que nous regardons avec une certaine prudence et aussi de l'espoir le fait qu'un nouveau président aujourd'hui ait commencé un parcours d'ouverture. Cette ouverture va-t-elle être gagnante, va-t-elle être réelle ? Est-ce que les conséquences vont en être stables ? On ne peut pas le savoir, j'espère bien sûr parce que je crois que nous avons tous vécu comme une grande défaite la fermeture de l'Iran ces années-ci.

Cela a été quelque chose de négatif pour toute la communauté internationale donc nous regardons avec espoir la situation. Le ministre BONINO a rencontré le ministre des Affaires étrangères iranien les jours derniers. Moi-même, j'ai rencontré le président ROHANI et Monsieur François HOLLANDE a fait la même chose à New York, lors de la session générale des Nations Unies.

Je pense que c'est un souhait que nous partageons bien sûr dans la prudence car ces vicissitudes touchent à des volets, tels que le nucléaire par exemple, qui sont décisifs pour la sécurité globale et donc, nous avons vraiment besoin d'être très prudents. Mais j'espère que l'espoir puisse l'emporter et c'est en tout cas, pour ceci que nous travaillons.

En ce qui concerne les axes européens, ce n'est pas une question d'axe européen, je pense qu'il s'agit plutôt de faire comprendre à tous ce qui a été le cur du débat du sommet franco-italien et le cur de ce débat est le suivant :

Les prochaines élections européennes seront des élections pour lesquelles probablement il ne s'agira pas d'une confrontation droite- gauche. Ce n'est pas cela qui va se passer, cela ne va pas être le cur du débat politique européen comme dans le passé. Mais les prochaines élections européennes seront des élections pour lesquelles la confrontation sera entre ceux qui veulent l'Europe des peuples et ceux qui veulent l'Europe des populismes.

C'est ce qui va être la confrontation des prochaines élections européennes. Et si cela est vrai, il

... est vrai aussi que France et Italie vivent une dynamique semblable qui doit nous voir engagés, très engagés même à faire en sorte que les prochaines élections aient lieu dans un moment où l'Europe arrive à mettre en œuvre la mission de la croissance et qu'elle soit perçue par les citoyens d'une manière différente par rapport à la manière dont les citoyens ont perçu l'Europe jusqu'à aujourd'hui.

Par contre, si les citoyens de nos pays perçoivent l'Europe comme les années passées, ce sont les populistes qui vont gagner et la partie sera ensuite vraiment difficile à remettre sur les bons rails. Voilà donc pourquoi le Conseil européen du mois de décembre est si important. Voilà pourquoi il faut envoyer des messages très clairs. Voilà pourquoi l'année prochaine, il faut démarrer avec cette idée de la croissance la législature.

Je pense que c'est vraiment l'engagement qui nous rassemble et qui a marqué notre travail d'aujourd'hui. Je suis heureux de cela.

Je ne veux pas le définir comme un axe franco-italien parce que le mot axe n'a peut-être pas de sens mais je suis certain que la France et l'Italie veulent que la prochaine législature européenne soit celle de la croissance et je sais avec certitude que la France et l'Italie vont faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que cela se produise et travaillerons ensemble pour amener avec eux la plupart des pays européens pour atteindre cet objectif.

C'est pour cela que nous mettons la présidence italienne du 2<sup>ème</sup> semestre au service de cet objectif. Je crois que cela vaut la peine non seulement pour faire un bon travail technique mais ce qui vaut la peine, c'est d'agiter le drapeau d'un grand combat qui est politique, qui n'est pas technique.

C'est vraiment un combat politique en faveur de l'Europe des peuples. Si nous ne comprenons pas que cette bataille, ce combat, il faut vraiment le mener avec beaucoup d'engagement alors on ne se rend pas compte du très grand risque que l'Europe court ces prochains mois.

Je crois que la France et l'Italie sont bien conscientes de ce danger, voient très bien ce risque et veulent mener cette bataille pour l'Europe des peuples. Merci.